

Veille informative pour la conférence de rédaction Etoile du 11 octobre 2016

Compétences qualifications

[Projet d'avis du CESE sur les CQP - "La contrepartie de la liberté des branches doit être une très grande qualité" \(Dominique Gillier\)](#) : « Favoriser à travers des recommandations concrètes, la visibilité, les convergences, la qualité méthodologique et la reconnaissance dans la relation de travail des certifications professionnelles », telle est l'ambition du très riche projet d'avis du Conseil économique, social et environnemental (Cese) sur les certificats de qualification professionnelle (CQP).

Compte personnel d'activité

[Le compte personnel d'activité ne crée pas de droits mais contribue à l'autonomie du titulaire \(Jean-Marie Luttringer\)](#) : Le compte personnel d'activité (CPA), « dont la sémantique est empruntée à l'univers de la banque et de la gestion, serait un support matériel dans lequel sont enregistrées des opérations, sous forme de dépôts, de créances ou encore d'épargne, résultant d'activités de toutes natures », observe Jean-Marie Luttringer, dans sa dernière [chronique sur le décryptage](#) de la [loi Travail](#).

[Précisions sur le compte d'engagement citoyen \(loi Travail\)](#) : Seul véritable droit nouveau du compte personnel d'activité (CPA), le compte d'engagement citoyen (CEC) voit son contenu précisé par la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Compte personnel formation

[CPF : Un projet de décret définit les conditions de majorations et les nouveaux usages en application de la loi travail](#) : Le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, le Cnefop, examinera demain mardi 20 septembre, un projet de décret qui modifie l'usage des droits du compte personnel de formation, le CPF, dans le cadre du compte personnel d'activité.

[Le CPA entraîne l'élargissement du CPF au 1er janvier 2017 \(loi Travail\)](#) : En prévoyant des conditions d'ouverture et de fermeture identiques pour le compte personnel d'activité (CPA) et le compte personnel de formation (CPF) au 1er janvier 2017, la loi Travail en élargit la portée.

[CPF dans la fonction publique : le projet d'ordonnance final sera présenté le 20 octobre](#) : Le dernier tour de table de la consultation sur la mise en place du compte personnel de formation dans la fonction publique s'est déroulé le 28 septembre. Si trois organisations syndicales ont décidé de boycotter cette ultime séance de discussions, les contours du futur CPF de la fonction publique commencent à se dessiner.

Environnement travail

[Le Centre d'études de l'emploi \(CEE\) absorbé par le Cnam](#) : Le Centre d'études de l'emploi (CEE), en difficulté depuis 2010 après une baisse de subventions, sera dissous et ses activités transférées à partir du 8 octobre au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), selon un décret publié au Journal officiel.

Financement

[Les 20 Opcas définissent 21 indicateurs qualité communs](#) : Après plusieurs mois de travail, les vingt Opcas viennent de boucler l'ambitieux chantier de définition d'indicateurs communs et partagés qui permettront de valider le respect, par les prestataires de formation, des critères de qualité fixés par le décret "Qualité" du 30 juin 2015.

[PLF 2017 : l'enveloppe formation - apprentissage - insertion s'élève à 6,5 milliards d'euros](#) : C'est un « budget de combat pour l'emploi » que vient de révéler le gouvernement dans son projet de loi de finances (PLF) prévu pour 2017. Au total, un budget de 15,3 milliards a été débloqué au service de la politique de l'emploi, dont près de 6,5 pour la formation, l'apprentissage et l'insertion.

[Comment financer la contribution des Opcas à la formation des demandeurs d'emploi ?](#) : La présentation du projet de loi de finances 2017 le 28 septembre dernier prévoit la création d'un fonds de concours à la formation des demandeurs d'emploi, dont le montant a été fixé à 350 millions d'euros, dans le cadre de « l'accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ». Les excédents des Opcas seront mis à profit pour contribuer à la formation des demandeurs d'emploi, notamment au financement du plan 500 000 en 2017.

Formation professionnelle

[La formation au service de la loi Travail](#) : Avec 4 titres sur 7 et 38 articles sur 121 qui intéressent la formation, la loi Travail du 8 août 2016 fait la part belle à la formation professionnelle. Pour autant, la matinée d'actualité organisée mardi 20 septembre par Centre Inffo avec le concours de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) a montré qu'il s'agissait cette fois moins de réformer que de s'appuyer sur la formation pour atteindre les objectifs de modernisation et de sécurisation.

[Professionnalisation : du forfait horaire au forfait parcours \(loi Travail\)](#) : Réformes successives et numérique ont amené les acteurs à revoir le périmètre de la notion de formation. La loi travail en tire les conséquences en invitant à raisonner la professionnalisation sous forme de « parcours ».

[Quelle place pour le bilan de compétences dans le nouvel écosystème de la formation ?](#) : Omis dans la réforme de la formation professionnelle de 2014 qui consacrait la création du conseil en évolution professionnel (CEP), il est finalement revenu dans la Loi El Khomri du 8 août 2016 qui le rend éligible au compte personnel de formation (CPF). Reste aujourd'hui à ce dispositif, créé en 1991, de trouver sa place dans un environnement où il se voit concurrencé par de nouveaux outils (CEP, entretien professionnel...) avec lesquels il doit trouver sa nécessaire articulation.

Illettrisme

[Le comité d'entreprise, acteur privilégié dans la lutte contre l'illettrisme \(rencontre Miroir social\)](#) : Les CE constituent en effet des acteurs privilégiés dans la lutte contre l'illettrisme dans la mesure où plus de 50 % de la population concernée se trouve dans l'entreprise.

["Le travail spécifique de lutte contre l'illettrisme doit être encore renforcé" \(Thierry Lepaon\)](#) : Thierry Lepaon, chargé par Matignon de la préfiguration de l'Agence de la langue française pour la cohésion sociale, remettra son rapport final au Premier ministre le 30 octobre prochain. Il apporte, à travers nos questions, certains éléments de réflexion.

Insertion des jeunes

[Le gouvernement lance une concertation sur l'insertion professionnelle des jeunes](#) : Une concertation en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes est lancée ce 27 septembre par Myriam El Khomri avec les partenaires sociaux et les organisations de jeunesse, afin de "poser un diagnostic partagé sur les difficultés rencontrées dans l'accès à un premier emploi durable et de qualité". La fin de ces travaux à la mi-décembre devrait aboutir à un document d'orientation qui pourrait servir de base à une négociation nationale interprofessionnelle sur l'emploi des jeunes, dès la fin de l'année.

[Création d'un délégué ministériel aux missions locales : la fin des malentendus ?](#) "Malentendus" et "quiproquos" à propos des missions du futur délégué ministériel aux missions locales (ML) et de celles de l'Union nationale des ML auraient été dissipés à l'issue de la rencontre, le 20 septembre, du président de l'UNML et de la ministre du Travail. Pour Jean-Marc Seijo-Lopez, secrétaire général de l'actuel Conseil national des missions locales (CNML) pressenti pour occuper ce poste, sa feuille de route se résumerait à trois missions : "animer le réseau, le coordonner et capitaliser les pratiques", en bonne intelligence avec l'UNML.

[La Cour des comptes préconise la mobilisation de dispositifs plus intensifs à l'égard des jeunes les plus éloignés de l'emploi](#) : Dans un rapport intitulé « L'accès des jeunes à l'emploi », publié le 5 octobre, la Cour des comptes souligne que « les pouvoirs publics ont cherché à accroître l'accès des jeunes à la formation, déterminant fondamental de l'accès à l'emploi, mais également à multiplier les contacts avec le monde du travail ». Cependant, en dépit de cette évolution, la Cour pointe « un contenu en formation globalement limité », qu'il s'agisse des dispositifs d'accompagnement ou des contrats aidés, tout en avançant que « les dispositifs de formation restent globalement trop peu utilisés et insuffisamment différenciés en fonction des besoins des publics considérés comme prioritaires ».

[Emplois d'avenir : trois bénéficiaires sur quatre ont obtenu une formation](#) : Quelque 300.000 jeunes ont bénéficié d'un emploi d'avenir depuis 2012 et, parmi eux, les trois quarts ont bénéficié d'une formation au cours de leur première année de contrat, selon une [étude du ministère du Travail](#) diffusée mercredi 5 octobre.

Orientation

[Le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels lance une campagne nationale sur le conseil en évolution professionnelle](#) : En partenariat avec les Fongecif, les Opacif hors champ (Afdas, Fafsea, Opcalim, Unifaf et Uniformation), l'Apec et le FAF-TT, le FPSPP a donné le coup d'envoi d'une campagne de communication visant à sensibiliser le grand public aux enjeux du CEP, mercredi 14 septembre.

[CEP : les Fongecif indécis quant à la pertinence d'une certification pour les conseillers](#) : Début septembre, les représentants des Fongecif/Opacif ont été auditionnés par la commission des parcours professionnels du Cnefop sur l'opportunité de créer ou non une certification de conseiller en évolution professionnelle (CEP) mais aussi dans le but d'identifier les enjeux de la professionnalisation des conseillers.

[Pour les missions locales, le Conseil en évolution professionnelle n'est pas un métier mais une offre de services](#) : La commission des parcours professionnels du Cnefop a auditionné les représentants des cinq opérateurs nationaux du Conseil en évolution professionnelle (CEP) afin d'identifier les enjeux de la professionnalisation des conseillers sur ce sujet, en partant des pratiques actuelles de chaque réseau en matière de formation, métier, classification et organisation du travail.

[Le conseil en évolution professionnelle autorisé à distance dès le 1er janvier 2017 \(loi Travail\)](#) : Numérique oblige, la notion de service à distance progresse. La preuve avec la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, qui prévoit en son article 39 la possibilité de délivrer à distance le conseil en évolution professionnelle (CEP).

[L'Igas incite l'Association pour l'emploi des cadres à développer l'accompagnement dans le cadre du CEP](#) : De 2012 à 2016, l'Association pour l'emploi des cadres a bien exécuté son mandat de service public, et elle a assaini sa situation financière. En revanche, ses prestations d'accompagnement pour les jeunes issus des quartiers prioritaires des politiques de la ville et dans le cadre du conseil en évolution professionnelle doivent être optimisées.

[Réussir son orientation : tout le monde peut y arriver...](#) : Avec les Nuls, tout devient facile !, promet le slogan de l'éditeur, y compris, donc, « Réussir son orientation ». Notez que 439 pages sont tout de même nécessaires à l'auteur, Brigitte Calame, ex-journaliste devenue professeur puis formatrice en langues, pour vous conduire à bon port.

[Inquiétude des psychologues du travail de Pôle emploi](#) : Mécontents des conditions dans lesquelles le conseil en évolution professionnelle (CEP) se déploie à Pôle emploi, près de la moitié des psychologues du travail de l'opérateur réunis en un collectif national le font savoir. Et en profitent pour rappeler les nombreux désaccords qui les opposent à la direction générale.

[Le bilan de compétences, un dispositif d'orientation souple et complémentaire du CEP](#) : Comment adapter les méthodes et les stratégies d'orientation pour faire face aux évolutions sociétales et à celles du marché du travail ? C'est l'une des questions centrales posée lors de la troisième table ronde du colloque 30 ans ! Le bilan de compétences crée l'évènement organisée le 28 septembre à Paris, par la Fédération nationale des centres de bilans de compétences et Centre Inffo.

[2èmes rencontres Kelvoa : l'art d'accompagner ... autrement](#) : Conseil en évolution professionnelle, compte personnel de formation, recherche d'emploi, ...il paraît désormais entendu que l'effectivité des droits sociaux personnels passe par l'accompagnement. Pour l'association Kelvoa, collectif de professionnels de l'accompagnement de tous horizons créé en 2015 à l'initiative du consultant André Chauvet, qui organisait ses deuxièmes rencontres à Marseille les 28 et 29 septembre 2016, le prétexte était tout trouvé pour interroger « l'art d'accompagner... autrement ».

[Comment devient-on CEP ? \(Tchat Uniformation\)](#) : Uniformation, partenaire emploi et formation [3]des entreprises de l'économie sociale, de l'habitat social et de la protection sociale, organisait jeudi 6 octobre un tchat dédié au conseil en évolution professionnelle (CEP).

Politique emploi

[Loi Travail : les décrets formation attendus entre septembre et décembre 2016](#) : Quelque 141 décrets d'application sont attendus d'ici au mois de décembre afin que les dispositifs de la loi soient opérationnels le 1er janvier 2017.

Politique régionale

[Congrès des Régions : "Le Plan 500 000, une belle réponse à la capacité des Régions de travailler avec Pôle emploi" \(François Bonneau\)](#)

VAE

[En 2015, moins de candidats ont validé un titre ou un diplôme via une validation des acquis \(VAE\) dans l'agriculture](#) : Ainsi, le nombre de dossiers déposés s'établit à 798 et celui relatifs aux dossiers recevables à 767. Au total, 347 candidats ou dossiers ont été présentés devant un jury et l'ensemble des démarches aboutit à 268 validations complètes et 7 validations partielles. Les données révèlent 6 titres ou diplômes les plus présentés.

[Poursuite de la baisse du nombre de validation des acquis dans les établissements d'enseignement supérieur en 2015](#) : En 2015, 3 943 personnes ont obtenu tout ou partie d'un diplôme de l'enseignement supérieur au titre de la validation des acquis de l'expérience (VAE) dans les universités et le Cnam. Ce nombre baisse de 7,6 % par rapport à 2014 (4 267 validations).